

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 MAI 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 23/216 CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIERE ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR - TRAVAUX DU PARKING PORT MARCHAND AU TERMINAL TOULON COTE D'AZUR DU PORT DE COMMERCE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/216

BUREAU DU 15 MAI 2023

**O B J E T : CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIERE
ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA CHAMBRE DE
COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR - TRAVAUX DU
PARKING PORT MARCHAND AU TERMINAL TOULON
COTE D'AZUR DU PORT DE COMMERCE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention ci-annexé à la présente,

CONSIDERANT que la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var est titulaire d'une concession d'outillage public et de terre-pleins au Port de Toulon depuis le 24 janvier 1956 et dont le terme expire au 31 décembre 2025,

CONSIDERANT que cette concession comprend dans son emprise le parking payant « Port Marchand » à l'entrée du terminal Toulon Côte d'Azur sur le Port de commerce de Toulon,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité réaliser, après autorisation du concessionnaire, des travaux de voirie pour faciliter l'accès au terminal Toulon Côte d'Azur par la création d'une voie directe sur l'emprise du parking Port Marchand qui a nécessité la suppression de 22 places de stationnement payant,

CONSIDERANT que ces travaux, terminés le 13 juillet 2022, doivent entraîner une perte de recette pour la concession jusqu'à son terme qui a été estimée à 308 000 € correspondant à 22 places supprimées à 4 000 € / place / an sur une durée de 42 mois,

CONSIDERANT que cette perte de recette pour le concessionnaire devra faire l'objet d'une compensation financière de 308 000 € de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui a souhaité organiser les travaux qui en sont l'origine,

CONSIDERANT que le projet de convention ci-joint a donc pour objet de préciser un accord sur ces termes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le projet de convention annexé à la présente.

ARTICLE 2

DE DIRE que la dépense est inscrite au Budget Annexe Toulon Port de commerce 2023, article 6288.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 mai 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Convention de compensation financière entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var

Entre :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président en exercice,

Ci-après désignée « **La Métropole TPM** »

D'UNE PART,

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, représentée par **Monsieur Basil GERTIS**, en sa qualité de Président résultant de la délibération prise par l'Assemblée Générale dans sa séance du 23 novembre 2021, dûment habilité aux présentes par une délibération de l'Assemblée Générale du 26 septembre 2022 (Délibération n ° 22 D 54),

Ci-après désignée la « **CCIV** »

D'AUTRE PART,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Chambre de Commerce et d'industrie du Var est titulaire d'une concession d'outillage public et de terreplein au port de Toulon depuis le 24 janvier 1956 et dont le terme expire au 31 Décembre 2025.

La Métropole TPM, autorité concédante, a réalisé après autorisation du concessionnaire, des travaux de voiries pour faciliter l'accès au terminal Toulon Côte d'Azur du port de commerce en créant une voie directe sur l'emprise du parking Port Marchand entre le boulevard de la République et le rond-point du port à savoir, une voie de circulation séparée des stationnements sur le parking port marchand par une bordure infranchissable par les véhicules, et des travaux de terrassement et de finition au niveau des accès piétons et trottoirs neutralisant des places de parking payantes dans le périmètre de l'espace concédé.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention vise à définir les modalités de calcul et de versement de la compensation financière due à la Chambre de Commerce et d'industrie du Var du fait de la neutralisation de places payantes de parking.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION ET PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue jusqu'à ce qu'il soit satisfait aux obligations prévues à l'article 4. Elle prend effet à la notification.

ARTICLE 3 : MODALITES DE CALCUL ET MONTANT DE LA COMPENSATION

La CCI du Var a autorisé la Métropole TPM et les entreprises sélectionnées à occuper gratuitement les dépendances du domaine public concédé à la CCIV nécessaires à la réalisation du programme de travaux.

Compte tenu de l'intérêt général pour la Ville et la Métropole TPM de fluidifier les trafics sur le rond-point Bonaparte, la Métropole TPM a réalisé les travaux objet de la présente à titre gratuit.

La compensation financière par la Métropole TPM pour la CCIV correspondant à la perte de stationnements payants sur le Parking Port Marchand du fait de la création de cette nouvelle voie est estimée à 308 000 € pour 22 places supprimées sur une durée de 42 mois restant après réalisation des travaux et jusqu'à la fin de la concession, sur la base du revenu moyen constaté de 4000 €/place/an.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

4-1- OBLIGATIONS DE LA METROPOLE

La Métropole TPM s'acquittera dans un délai de 2 mois maximum du règlement de la compensation et proposera un plan optimisé des stationnements sur le Parking Port Marchand visant à augmenter le nombre de places et réduire ainsi le nombre de places perdues.

4-1- OBLIGATIONS DE LA CCIV

La CCIV reste en charge jusqu'au terme de la concession de l'entretien et de l'exploitation des terre-pleins et ouvrages dans le périmètre de la concession.

La CCIV prend la responsabilité des ouvrages réceptionnés, sauf réserves exprimées contraires au prononcé de la réception pour des raisons de sécurité ou de fonctionnalités essentielles qui ne seraient pas assurées et en assure l'entretien.

Lors de dommages causés par un tiers aux installations dont M TPM et la CCIV ont la charge, ces dernières feront chacune leur affaire des actions à intenter contre ledit tiers ; elles seront entièrement responsables des dommages causés aux tiers du fait de leur intervention ainsi que les conséquences qui en résulteront, y compris en cas d'accident corporel.

ARTICLE 5 : RESILIATION

5-1 Résiliation à terme

La convention est résiliée de plein droit à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

5-2 Résiliation anticipée pour non-respect des obligations contractuelles

En cas de non-respect d'une des conditions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties, la partie qui s'estime lésée pourra résilier ladite convention sous réserve d'avoir adressé une mise en demeure préalable à l'autre partie.

Si cette mise en demeure reste sans effet dans le délai indiqué par celle-ci, la partie qui s'estime lésée pourra résilier la présente convention de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de le demander en justice, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui prendra effet 15 jours à compter de sa réception.

5-3 Résiliation anticipée

La présente convention pourra être résiliée à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un délai de prévenance d'un mois.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET AVENANT

Toute modification et/ou ajout à la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé entre les deux parties.

Ces avenants seront alors annexés à la présente convention et en feront parties intégrantes.

ARTICLE 7 : DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTIONS JURIDICTIONNELLES

La présente convention est soumise au droit français.

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement et ce, dans un délai de deux mois après la réception d'un courrier recommandé faisant état desdits litiges, avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse doit être soumise au tribunal administratif de Toulon.

Fait à, le

Pour la CCIV,

Pour la Métropole TPM,

Le Président
Basil GERTIS

Le Président

